

<p style="text-align: center;"><b>MAIRIE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>LE MAZEAU</b></p> <p style="text-align: center;"><b>(Vendée)</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DU CONSEIL MUNICIPAL</b></p> <hr/> <p style="text-align: center;"><b>DEL-2022-10-03</b></p>
--	---

*L'an deux mil vingt-deux, le dix-huit octobre, le Conseil Municipal de la Commune de LE MAZEAU, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. BORDET Bernard, Maire.*

Nbre de Conseillers

PRESENTS : Mmes BOUHIER BONNEAU B, HERHARD A, GROUSSET S, VEILLAT-FABIEN F, MM BORDET B., BRETON P., BRISSON N., LUCAS S.

En exercice : 10

EXCUSEES : GRONIER E, DRUEZ R.

Présents : 8

Secrétaire de séance : M<sup>me</sup> HERHARD Anne Marie

Votants : 8

Convocation : 11 octobre 2022

**OBJET : INSTITUTION DE L'OBLIGATION DE DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PRÉALABLE À L'ÉDIFICATION D'UNE CLÔTURE**

VU le code général des collectivités territoriales,

-VU le projet de carte communale,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article R421-12,

CONSIDERANT que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire en application de l'article R421-12 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par la carte communale préalablement à l'édification de la clôture et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- DECIDE de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R421-12 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

#signature#

**B. BORDET**



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,